



**portant réglementation temporaire
de la circulation et du stationnement
des véhicules terrestres à moteur
en agglomération**

LE MAIRE DE LA COMMUNE DE LE PORT

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre la Commune, le Département, la Région et l'État ;

VU le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1111-1 à L.1111-6 ;

VU le code de la voirie routière et notamment ses articles L.115-1, L.141-10, L.141-11 ;

VU le décret n° 2005-1148 du 6 septembre 2005 relatif à la mise en fourrière des véhicules et modifiant le code de la route en partie réglementaire ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8^{ème} partie-signalisation temporaire-approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

VU le règlement de la voirie communale de Le Port approuvé le 9 décembre 2021 ;

VU la demande d'arrêté de circulation sur le domaine public de la Ville de Le Port émise par la société GTOI TP OUEST le 2 mars 2023 ;

VU l'état des lieux ;

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures de sécurité dans le cadre des travaux d'enrobés sur l'avenue de la Commune de Paris ;

CONSIDERANT la nécessité d'édicter une réglementation particulière et provisoire de la circulation et du stationnement sur le lieu et aux abords du chantier afin de prévenir les risques et assurer la sécurité des usagers ;

A R R Ê T É

Article 1 : Dans le cadre des interventions de la société GTOI TP OUEST qui se dérouleront du 7 au 8 mars 2023 de 20h00 à 05h00, la réglementation suivante s'appliquera uniquement lors de l'intervention de l'entreprise sur **l'avenue de la Commune de Paris (phase 1 : portion comprise entre le rond-point de la Glacière et la rue de la Poste et phase 2 : portion comprise entre le rond-point de la Glacière et la rue Chanoine Murat) :**

- la circulation de tous types de véhicules routiers motorisés sera interdite dans les deux sens de circulation. Des déviations seront mises en place en deux phases comme suit :
 - Phase 1 : portion comprise entre le rond-point de la Glacière et la rue de la Douane, sens Nord/Sud :
Déviation par les rues Léon de Lépervanche, Général Emile Rolland et l'avenue de la Commune de Paris ;
 - Phase 2 : portion comprise entre la rue Chanoine Murat et le rond-point de la Glacière, sens Sud/Nord :
Déviation par les rues Chanoine Murat, Jeanne d'Arc, de l'Est et le rond-point de la Glacière ;

- le stationnement de tous type de véhicules routiers motorisés sera interdite ;
- la vitesse sera limitée à 30 kms/h sur les voies adjacentes ;
- la circulation piétonne sera interdite aux abords de la zone des travaux ;
- les usagers devront se conformer à la signalisation mise en place par la société GTOI TP OUEST, responsable des travaux.

Article 2 : Dans le cadre de la mise en place de la signalisation, la société GTOI TP OUEST veillera à sécuriser le cheminement des piétons et des personnes à mobilité réduite pendant toute la durée des travaux.

Article 3 : En dehors des interventions susmentionnées, la réglementation usuelle relative à la circulation et au stationnement s'applique.

Article 4 : Tous les agents de la force publique, dûment habilités sont chargés chacun en ce qui le concerne, de faire appliquer les présentes dispositions. Les véhicules en infraction pourront si nécessaire être mis en fourrière.

Article 5 : Le présent arrêté sera affiché sur le site concerné et publié sous forme électronique sur le site internet de la commune (www.ville-port.re) dans son intégralité, sous un format non modifiable et dans des conditions propres à en assurer la conservation, à en garantir l'intégrité et en effectuer le téléchargement.

Article 6 : Madame la Directrice Générale des Services par intérim, Monsieur le chef de la Police Municipale, Monsieur le Commissaire de Police Nationale de Le Port et Monsieur le Directeur de la société GTOI TP OUEST sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Le délai de recours contre le présent arrêté auprès du Tribunal Administratif de Saint-Denis est de deux mois à compter de sa publication.



Le Port, le 06 MARS 2023

LE MAIRE

Pour le Maire et par délégation
La Directrice Générale Adjointe des Services

Marietta BEDIER